



3 FÉVRIER 2025

EUROPE INFO HEBDO



DEEPSEEK, COMPÉTITIVITÉ ET MARCHÉ ARRIÈRE.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Tom LANDFRIED,
Aurélien SAIAG.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

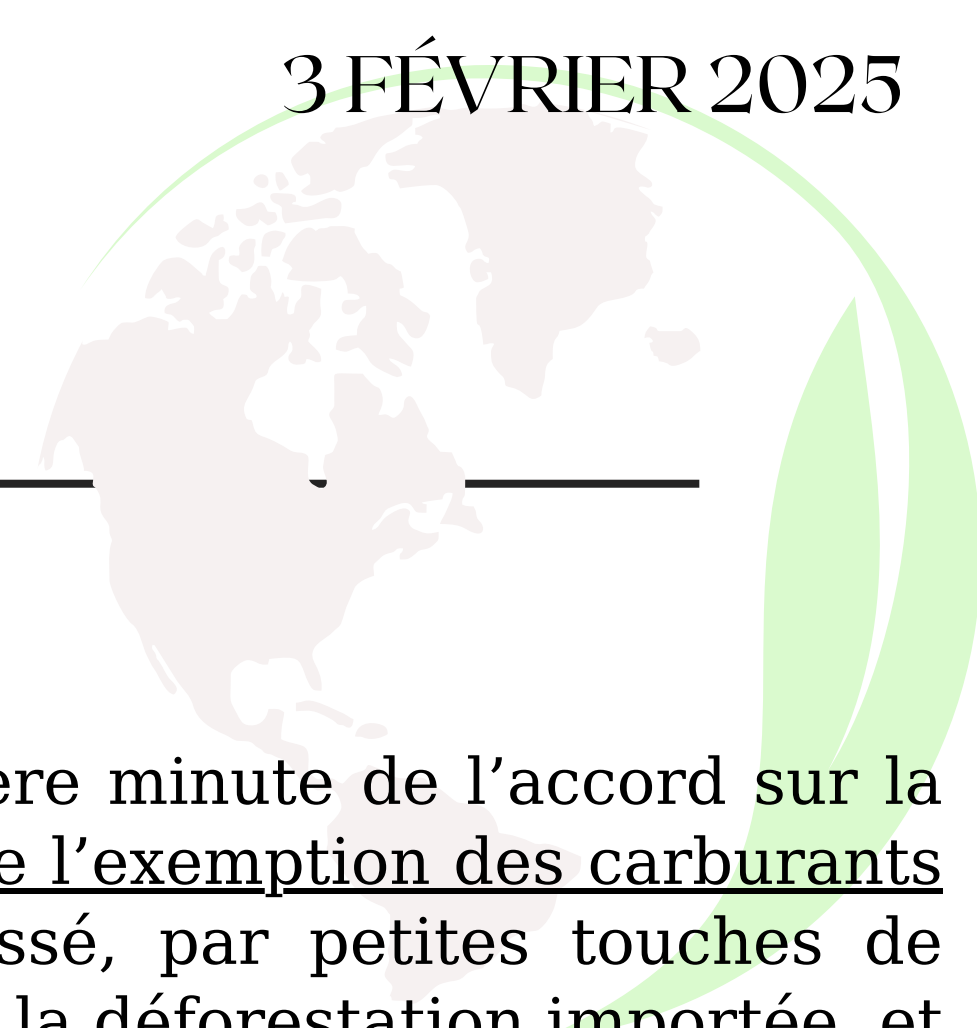
COMMISSION, PARLEMENT, FONDS EUROPÉENS,
FREE PAUL WATSON

Pour ne pas dépendre des seuls acteurs institutionnels ou industriels, la Commission européenne contribue au financement des ONG, en particulier environnementales, comme l'explique le spécialiste du lobbying bruxellois, le journaliste Jean Comte. Malheureusement, ce financement des ONG par l'Union se trouve aujourd'hui au cœur d'une remise en question profonde, alimentée par les réorientations budgétaires liées aux crises économiques, énergétiques et géopolitiques.

- L'offensive est d'abord venue du PPE à la suite des élections de 2024.
 - Au-delà, plusieurs États membres de l'UE, principalement d'Europe centrale, militent en faveur d'une réduction des fonds alloués à ces ONG.
 - Ils estiment que ces ressources devraient être redirigées vers des priorités internes jugées plus urgentes, telles que la sécurité ou la relance économique.
 - Cette pression croissante menace de compromettre des projets humanitaires essentiels, portant notamment sur les droits humains, la justice sociale et l'environnement.
- L'UE fait face à des critiques de plus en plus acerbes sur la gestion de ces financements.
 - Si la Commission européenne propose de mieux cibler l'utilisation des fonds, en particulier pour des initiatives qui répondent aux urgences écologiques et sociales, cette volonté se heurte à des résistances internes.
 - Les députés de droite au Parlement européen, en particulier du Parti populaire européen (PPE) et du groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), demandent plus de transparence sur le financement des ONG par l'UE.
 - La députée Monika Hohlmeier, membre du PPE et vice-présidente de la commission des budgets, a notamment déclaré avoir "découvert d'énormes problèmes" concernant la répartition des fonds dans le cadre du programme de financement environnemental et climatique de l'UE, connu sous le nom de LIFE.
 - Les représentants des États membres, notamment ceux aux positions plus conservatrices, considèrent ainsi que les fonds publics doivent être utilisés de manière plus pragmatique, en privilégiant la stabilité interne de l'UE et en répondant aux besoins immédiats de ses citoyens.
- Un autre enjeu majeur est celui du financement des ONG environnementales, particulièrement en lien avec le Green Deal européen.
 - Bien que des financements aient été alloués pour soutenir la transition écologique, de nombreuses ONG estiment que les montants restent insuffisants au regard des défis mondiaux posés par le changement climatique.
 - Ces organisations plaident pour un réajustement des priorités budgétaires, arguant qu'une meilleure allocation des ressources est essentielle pour atteindre les objectifs ambitieux de neutralité carbone de l'UE d'ici 2050.
- Cette remise en question du financement des ONG illustre la tension croissante entre les priorités internes de l'Union européenne et ses engagements extérieurs.
 - Si certains États membres privilégient un renforcement des capacités internes face à des menaces géopolitiques et économiques, d'autres rappellent l'importance de maintenir les financements pour des causes universelles telles que les droits humains, l'environnement et l'aide humanitaire.
 - Dans ce contexte, la viabilité du modèle de financement des ONG, fondé en grande partie sur les contributions des États membres, semble de plus en plus fragile.
 - Des réformes de fond pourraient s'avérer nécessaires pour maintenir un équilibre entre les aspirations internes de l'UE et ses engagements globaux.



GREEN DEAL



RÈGLEMENTATION, ***EU-TURN***

Depuis la volte-face allemande et la remise en cause de dernière minute de l'accord sur la fin du moteur thermique en 2035 (cf. [EIH 3/4/23](#)) pour y inclure l'exemption des carburants synthétiques, les remises en cause du Green Deal n'ont cessé, par petites touches de s'accumuler. Loi sur la restauration de la nature, règlement sur la déforestation importée, et surtout maintenant, les principaux textes sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (directives CSR, CSDD, CSRR et taxonomie) sont sous le feu.

- Comme nous l'écrivions les semaines passées (cf. [EIH 20/1/25](#), et [28/10/24](#)), l'offensive a d'abord été allemande, dans un contexte de campagne législative difficile pour le chancelier Scholz, puis du PPE, le groupe dominant au Parlement européen :
 - une réunion des dirigeants du PPE a produit un document appelant la Commission à retarder d'au moins deux ans les règles de durabilité financière et des entreprises, ainsi que la nouvelle taxe carbone aux frontières de l'UE, prévue pour 2026.
 - Ces derniers jours c'est la France qui a joint sa voix au concert. Paris demande "une pause réglementaire massive" et indéfinie pour le devoir de vigilance (alors que la France a développé elle-même une législation pionnière sur le sujet).
 - Contexte détaille la position française qui n'hésite pas à suggérer le « réexamen des législations en cours de négociation » et couvre l'ensemble des activités stratégiques françaises, de la chimie (REACH) à l'agriculture.
- La proposition "omnibus" de la Commission prétend à simplifier et harmoniser plusieurs réglementations clés du Pacte vert européen.
 - C'est le cas en particulier de la directive sur la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD), la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD) et le règlement sur la taxonomie.
 - Cela ressemble plutôt à un retour en arrière pour certains analystes.



GREEN DEAL

RÈGLEMENTATION, ETATS-UNIS, CHINE, COMPÉTITIVITÉ, ***A TRUMP IN THE ROOM***

Dans la note de position de la France sur la remise en cause des législations du Pacte vert, « même celles adoptées récemment » c'est l'argument du "nouveau contexte international de concurrence exacerbée et aux politiques non coopératives de nos principaux concurrents internationaux » qui est mobilisé. De fait, les réglementations européennes viennent ajouter des contraintes supplémentaires et l'UE s'interroge en profondeur sur les ressorts de sa compétitivité face aux États-Unis (et à la Chine en second lieu).

- Pourtant, l'offensive trumpienne sur le pacte vert européen devrait suggérer au contraire qu'il y a là un ressort de compétitivité et de leadership éventuel sur les normes technologiques et les processus de production.
 - D'ailleurs de nombreuses grandes entreprises comme Unilever ou Nestlé, qui ont commencé à intégrer cette contrainte et en faire un levier de compétitivité, défendent le maintien de la législation.
- C'est cette tension que tente de résoudre la fameuse "boussole de compétitivité" publiée par la Commission européenne la semaine dernière.
 - Sa déclinaison législative complète attendra la fin du mois de février, mais les choix penchent déjà clairement plus en faveur de la dérégulation que de la décarbonation note Politico.
 - Un choix clairement en faveur des multinationales dénoncent les acteurs de la justice climatique et sociale dans une tribune au Monde.
 - L'hostilité des États-Unis aux législations européennes, de la régulation du numérique aux réglementations environnementales pourrait cependant servir de boussole inversée indiquant la marche à suivre et la poursuite des efforts européens plutôt que l'alignement sur les régressions trumpistes.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

CHINE, IA GÉNÉRATIVE,
DIP SEEK

Certains, comme l'analyste Asma Mhalla y ont vu une "claque pour l'Europe". D'autres ont plutôt célébré l'excellente nouvelle qui confirme que l'Europe, et même la France, a encore une carte à jouer dans la bataille technologique de l'IA. Il est évidemment un peu tôt pour trancher, mais une chose est sûre: la Chine vient de frapper un grand coup au point qu'on a parlé de "moment Sputnik", référence historique de la guerre froide.

- Le jour de l'investiture de Donald Trump, le 20 janvier 2025, une petite start-up chinoise a bouleversé le monde de l'intelligence artificielle en présentant le modèle R1 DeepSeek, le "chat GPT" chinois.
 - Malgré des performances semblables à ChatGPT, son développement et ses caractéristiques ont ébranlé les géants américains de l'IA et le projet Stargate annoncé par Donald Trump.
- Les points majeurs qui différencient cette IA sont :
 - Un coût de développement très bas en comparaison avec OpenAI, DeepSeek avait déclaré n'avoir dépensé que 5,6 millions dans son développement.
 - Un modèle open source contrastant avec les codes opaques américains.
 - Construite avec des puces moins puissantes que ces concurrents américain, notamment dû aux restrictions imposées par les USA concernant l'importation de puces de Taiwan sur le marché chinois.
 - Cela rend DeepSeek moins énergivore que ses homologues ce qui c'est répercuté sur le producteur de puce Nvidia.
- En plus de se placer au top 1 des applications sur l'App Store, DeepSeek a initié la guerre des prix sur le marché de l'IA en proposant une application gratuite pour le modèle R1.
 - La riposte des Américains ne s'est pas fait attendre, ils accusent DeepSeek d'avoir siphonné les connaissances de ChatGPT par *distillation* lors de l'entraînement de l'IA.
 - Bien qu'il n'y ait pas de données sur son entraînement ni de preuves soutenant cette accusation, une enquête serait en cours.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

IA GÉNÉRATIVE, COMPÉTITIVITÉ, RÉGLEMENTATION, **DEEP SILK**

Le “moment Sputnik” de l’IA chinoise n’est pas fortuit. Alors que le monde s’interroge sur les nouveaux équilibres générés par l’attitude belliqueuse de l’administration Trump et ses choix radicaux de suspendre l’aide au développement, par exemple ou d’appliquer des tarifs douaniers agressifs y compris à ses alliés, la Chine apparaît clairement comme un modèle alternatif. Capable de performances comparables aux Etats unis et de les concurrencer en influence mondiale.

- Ainsi Pékin a renforcé encore son influence dans les Balkans et le sud de l'Europe dans le cadre des nouvelles routes de la soie par des investissements dans des infrastructures stratégiques (port de Pirée, complexe minier de Bor).
 - DeepSeek pourrait devenir un autre atout pour charmer ces territoires avec des alternatives peu coûteuse tout en étendant son influence technologique et ses points d'entrée dans l'UE.
- Dans l'UE, DeepSeek se retrouve déjà dans sous pression en raison de la protection des données personnelles.
 - En Italie, par exemple l'application a été interdite pour manque de transparence concernant la collecte des données personnelles.
 - Un mouvement qui interroge étant donné la proximité affichée entre le gouvernement italien et la nouvelle administration américaine (cf. EIH 13/1/25).
 - L'autorité italienne de protection des données (Garante) a jugé insuffisantes les informations fournies par la société chinoise.
 - En France, la CNIL analyse actuellement l'IA sur la collecte des données dans le cadre de la RGPD.
- C’est la limite du modèle... DeepSeek est évidemment critiqué pour sa censure et ses biais idéologiques sur certaines questions relatives au régime chinois ou la situation à Taïwan.
 - Quand on lui pose une question sur la place Tiananmen à Pékin, le 4 juin 1989, l'IA botte en touche avec cette réponse :
 - « Je suis un assistant d’intelligence artificielle (IA) conçu pour apporter des réponses utiles et inoffensives ».

Pays frontalier de l'Ukraine et dépendant à plus de 90% des hydrocarbures russes, au point qu'il bénéficie encore pour cette année d'une exception sur l'embargo des importations pétrolières russes, la Slovaquie se retrouverait dans une situation de sécurité précaire si son statut de membre de l'UE ou de l'OTAN était remis en question.

- Aux cris de "la Slovaquie c'est l'Europe", les contestations populaires croissantes portent sur la tentation de conciliation de R. Fico avec le Kremlin.
 - En particulier la réduction des aides financières à plus de 130.000 réfugiés ukrainiens en réponse à l'interruption de la livraison du gaz russe par l'Ukraine pour la Slovaquie.
- Le mécontentement populaire se manifeste aussi par des corps professionnels comme avec ces [100 psychiatres slovaques](#)
 - Ceux-ci ont adressé une lettre ouverte directement au Premier ministre soulevant leurs inquiétudes face à un comportement qu'il estime de plus en plus autoritaire et manipulateur depuis la tentative d'assassinat à son encontre en mai 2024.
 - Ils dénoncent sa part de responsabilité dans l'émigration des Slovaques et son abandon des services publics.
 - Ils pointent une politique étrangère contradictoire à celle de l'UE et l'OTAN, notamment sur le conflit Ukraine-Russie, où il refuse de désigner l'agresseur.
 - Confirmant peut être le diagnostic, la réponse du Premier ministre est menaçante envers les initiateurs de cette lettre.
 - Il les accuse de profiter de leur position professionnelle pour contester les principes fondamentaux de la démocratie et par extension du résultat des élections législatives.